

# Initiative actualité de protection



**OUI À LA PROTECTION  
contre la sexualisation  
à l'école maternelle  
et à l'école primaire**

**Les Églises doivent protéger  
les enfants, et non les exposer  
à la sexualisation précoce!**



## Une paroisse bernoise pour «l'éveil sexuel dès le commencement»

**L'éducatrice sexuelle Tina Reigel réclame des «espaces de masturbation» dans les crèches et les écoles enfantines, et appelle les enseignants à faire bricoler par les enfants de première année des organes génitaux. Elle a récemment pu présenter ses thèses délirantes dans une paroisse de l'Église réformée de Brügg (BE).**

Les apôtres de la sexualisation précoce ne reculent visiblement devant rien. Exemple: l'éducatrice sexuelle et sociale Tina Reigel, qui réclame «un éveil sexuel dès le commencement». C'est sous ce titre qu'elle a présenté, le 10 novembre 2023, un exposé dans la maison de paroisse de Bürglen dans le canton de Berne. Reigel n'est pas une inconnue. Elle fait partie des combattantes les plus agressives de la cause de la sexualisation précoce pour les enfants dès le plus jeune âge (voir «initiative de protection - Actualités» no 40)<sup>1</sup>. Dans une interview pour le magazine «Wir Eltern», elle a appelé

les enseignants à faire bricoler par les enfants des organes génitaux et, par exemple, à créer un clitoris avec de la pâte à modeler.

Comme si cela ne suffisait pas, Reigel a aussi prévu le même programme pour les enfants en âge préscolaire. Elle entend transformer les crèches et les écoles enfantines en univers d'expérimentation sexuelle et, le plus sérieusement du monde, veut faire aménager des «espaces de masturbation» dans les lieux d'accueil pour jeunes enfants. Les enfants sont aussi invités à «jouer au docteur» afin d'explorer et découvrir mutuellement différentes zones du corps ainsi que les parties intimes.

*Suite à la page 6*

<sup>1</sup> «Initiative de protection - Actualités» no 40: juin-août 2022, pages 2 et 3, [www.initiative-de-protection.ch/wp-content/uploads/2022/06/Web\\_KSI\\_40\\_FR.pdf](http://www.initiative-de-protection.ch/wp-content/uploads/2022/06/Web_KSI_40_FR.pdf)

# Initiative populaire cantonale contre le la

**Dans le canton de Bâle-Campagne, une initiative populaire entend interdire le langage genré dans les écoles et établissements préscolaires. La collecte de signatures commencera au début de 2024, et l'Association Initiative de protection, sise dans ce même canton, apportera son aide aux auteurs de l'initiative. «Initiative de protection - Actualités» s'est entretenue avec Sarah Regez, présidente du comité d'initiative, à propos de cette action.**

*INITIATIVE DE PROTECTION - ACTUALITÉS:* Quel est le but de cette initiative populaire cantonale?

**Sarah Regez:** L'initiative cantonale contre le langage genré dans les écoles et le préscolaire vise à supprimer, dans la langue allemande, les caractères spéciaux déjà largement répandus et modifiant certains mots, comme les deux points de ponctuation, le trait de soulignement, la formulation inclusive, l'astérisque de genre et autres formes d'écriture, dans toutes les écoles primaires de la région bâloise. Il faut

utiliser des formulations linguistiquement correctes, compréhensibles et lisibles comme le masculin générique ou la mention des deux sexes.

*IPA:* Combien de signatures faut-il collecter, en combien de jours et à partir de quand?

**Sarah Regez:** Pour une initiative populaire dans le canton de Bâle-Campagne, il faut avoir obtenu et déposé 1500 signatures valables dans le délai de deux ans. La collecte commence début 2024.

*IPA:* Qu'est-ce qui vous incite à prendre position aussi clairement et publiquement contre le langage genré dans les écoles?

**Sarah Regez:** Le langage est un instrument incroyablement puissant – surtout quand il s'agit d'expliquer très précisément et en détail ce que l'on entend. La langue forme et structure la pensée. L'enseignant a pour tâche d'aider les écoliers et écolières en formation à structurer leur pensée et à apprendre à communiquer clairement. Par conséquent, il



# Langage genré

n'existe guère d'autre endroit plus important pour une utilisation précise de la langue. Le langage genré est cependant tout sauf «clair», car d'une part, il empêche de transmettre précisément le sens du message, et d'autre part, il dévie l'attention normalement due à des matières importantes de l'enseignement. De plus, le langage genré étant grammaticalement faux, il n'a certainement pas sa place dans les écoles.

*IPA:* Comment les gens réagissent-ils à votre projet?

**Sarah Regez:** La vaste majorité des gens réagissent très positivement à cette action. Ce soutien va du segment de population plutôt conservateur qui entend maintenir les modèles de rôles classiques, jusqu'au mouvement progressif féministe, qui craint que l'idéologie du genre n'entraîne l'élimination de la femme. Tous ces groupes se rejoignent sur un point: le langage genré va trop loin, il est discriminatoire, inutile et nocif.

*IPA:* Que pouvez-vous dire aujourd'hui du comité d'initiative?



**Sarah Regez:** Avec ce projet, nous nous adressons à un large éventail d'intéressés provenant de divers partis politiques et de domaines non politiques. La composition du comité reflète ce large éventail.

*IPA:* S'agit-il uniquement de la langue, ou ces règles linguistiques cachent-elles autre chose?

**Sarah Regez:** Même si cette initiative touche principalement la langue écrite et parlée dans les écoles et le préscolaire, il faut quand même se poser la question: D'où vient cette idéologie qui veut éliminer la dualité des sexes, et quelle est sa finalité? Et surtout: Pourquoi ces sujets sont-ils mis en avant dans ce qui est censé être des «sanctuaires pour les enfants», comme les écoles primaires et le préscolaire?

Ce n'est pas un hasard si les ultra-radicaux du langage genré promeuvent aussi des livres pour enfants montrant des «pères enceints» à des enfants de 4 à 8 ans, veulent encourager l'enseignement sur la sexualité précoce et célébrer les rencontres «lecture de contes de drag queens pour jeunes enfants», mises en scène par des hommes adultes travestis en femme pour lire des livres très particuliers aux enfants et danser devant eux.

*IPA:* L'identité de genre a pour but l'inclusion des minorités. Pourquoi vous y opposez-vous?

**Sarah Regez:** Le langage genré n'inclut absolument personne, car on ne définit pas clairement sur qui ou sur quoi porte l'astérisque de genre, par exemple. Il est effarant que l'on utilise ce procédé pour inculquer aux enfants la peur de discriminer quelqu'un s'ils n'utilisent pas le langage genré. C'est pourquoi nous avons choisi le «monstre du genre» comme sujet de l'initiative. Cette idéologie marque les enfants et leur interdit de penser librement, par peur d'agir de manière discriminatoire.

*IPA:* Que conseillez-vous aux pères et aux mères inquiets qui s'opposent à l'idéologie du genre?

**Sarah Regez:** C'est déjà bien de faire partie des parents préoccupés qui s'intéressent aux matières enseignées chaque jour à leurs enfants dans les écoles publiques. Il est très important que les parents connaissent en détail les fiches de travail et les manuels scolaires de leurs enfants. Il faudrait aussi pouvoir visiter les classes pendant les cours, car c'est seulement ainsi que l'on peut connaître l'approche pédagogique des enseignants. Si cette initiative est acceptée, les parents auront un outil légal à leur disposition. C'est pourquoi cette initiative a urgemment besoin du soutien des lecteurs et lectrices d'«Initiative de protection – Actualités». ■

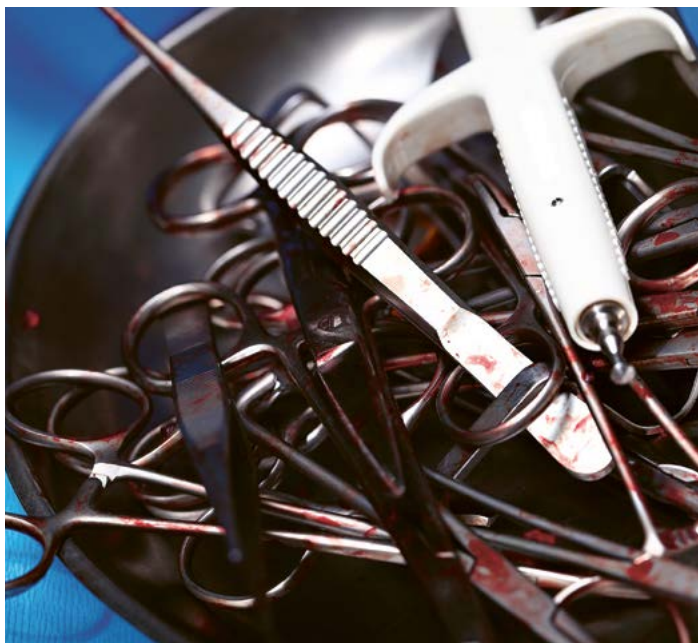
# Opérations de changement de sexe et leurs conséquences chez les mineurs

**Les enfants sont exposés à l'idéologie transgenre dès qu'ils ont l'âge de fréquenter une crèche, où on leur inculque qu'ils peuvent faire partie de «l'autre sexe». Quand, devenus adolescents, ils pensent pouvoir se libérer de leurs problèmes de puberté en changeant de sexe, se pose la question des conséquences d'un tel changement, suavement qualifié de «réassignation sexuelle».**

«Si l'on considère le nombre d'étapes chirurgicales (voir encadré), on découvre pourquoi il n'existe, à ce jour, aucune étude qui s'intéresse aux effets secondaires indésirables chez les jeunes personnes», déclare le prof. Jakob Pastötter<sup>1</sup>, interrogé par «Initiative de protection – Actualités». De nombreuses questions restent à clarifier, p. ex concernant le mode opératoire ou la réalité postopératoire vécue (conséquences physiques et psychologiques directes).

Au nombre de ces répercussions figurent un bon nombre de problèmes. Ainsi, la guérison post-chirurgicale peut être longue et difficile. Et les conséquences d'une telle opération ne sont pas toujours anodines: par exemple des infections et des saignements continuels. Citons aussi les problèmes de vessie et une fonction sexuelle altérée.

Le prof. Jakob Pastötter déclare également que «l'establishment médical n'est pas intéressé par certaines questions dérangeantes pour son modèle d'affaires». Et d'ajouter: on a préféré publier et mettre en avant les résultats qui présentent les mesures de changement de sexe sous un angle positif.



Il serait très préoccupant si les services de santé officiels décidaient d'appliquer les nouvelles directives de la World Professional Association for Transgender Health (WPATH). Car des propositions ont récemment été faites visant à supprimer la limite d'âge pour les jeunes voulant changer de sexe. Le texte proposé actuellement prévoit encore une limite d'âge à 17 ans. ■

<sup>1</sup> Professeur (US) et médecin Jakob Pastötter, sexologue et anthropologue culturel, président de la Société allemande pour la sexologie et la science sociale (DGSS) de Düsseldorf, Allemagne

## Opérations de féminisation

- Augmentation mammaire avec ajout d'implants
  - Féminisation du visage – modification des traits du visage
  - Chirurgie vocale – raccourcissement des cordes vocales pour une voix plus aiguë et féminine
  - Rasage des voies respiratoires – diminution de la pomme d'Adam
  - Ablation des testicules
  - Ablation/modification du pénis en une sorte de vulve avec formation d'un canal vaginal et raccourcissement de l'urètre
- Complications postopératoires
- Prise d'hormones avant et après l'opération, avec éventuellement de lourdes séquelles physiques et psychiques.

## Opérations de masculinisation

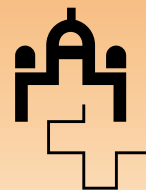
- Ablation des seins (mastectomie)
  - Retrait de l'utérus et des ovaires
  - Retrait du vagin et modélisation d'un pénis (phalloplastie à l'aide de tissus des bras ou des cuisses) et prolongement de l'urètre
- Complications postopératoires
- Prise d'hormones avant et après l'opération, avec éventuellement de lourdes séquelles physiques et psychiques.

## Coût financier de l'opération

- Entre 25'000 et 100'000 francs
- Prise postopératoire de médicaments à vie, notamment des hormones, non prise en compte

Selon l'Office fédéral de la statistique, le nombre d'opérations de changement de sexe effectuées chaque année en Suisse a doublé en trois ans pour atteindre 525 (2022).

# Rapport de Berne



Andrea Geissbühler  
ancienne conseillère  
nationale  
Bäriswil (BE)

## L'idéologie plutôt que la science? – Non à l'interdiction des «thérapies de conversion»!

**En été 2022, mes collègues du Palais fédéral à Berne ont reçu un volumineux courrier provenant de Bâle-Ville, intitulé «Interdiction des thérapies de conversion en Suisse» et qui contenait le texte d'une initiative cantonale acceptée par le Grand Conseil de Bâle-Ville.**

Cette initiative le doit à un ancien parlementaire cantonal qui, selon ses propres informations, s'engage depuis 2005 auprès de la plateforme GayBasel «pour une culture queer dans la région bâloise». Ou, en clair: fait du lobbyisme pour la communauté LGBTQ.

L'initiative déposée par Bâle-Ville appelle à interdire les «thérapies de conversion» au niveau national et vise à ce que les thérapeutes et les ministères pastoraux soient bloqués par une interdiction d'exercer leur profession. Selon les auteurs de l'initiative, les thérapies de conversion sont des «thérapies psychologiques visant à «repolariser» les tendances homosexuelles d'une personne vers l'hétérosexualité ou de changer l'identité sexuelle des personnes concernées».

L'expression «thérapie de conversion» est une notion volontairement confuse qui rend impossible tout débat à ce sujet sur la base de faits scientifiques.

Si l'«autodétermination sexuelle» prônée par le lobby LGBTQ doit devenir une référence, alors il est impératif de rejeter l'interdiction des «thérapies de conversion». En effet, une telle interdiction serait complètement contraire aux droits fondamentaux constitutionnels comme le droit à la liberté personnelle (art. 10), de conscience et de croyance (art. 15), d'opinion et d'information (art. 16). De plus, son application serait arbitraire, car qui effectuerait les contrôles, et qui déciderait de ce qui est interdit, et à quel moment? En raison du flou entourant cette notion, les thérapeutes et les ministères pastoraux devraient à tout moment craindre une interdiction d'exercer, les

empêchant ainsi de soigner ou de conseiller les patients. Concrètement, conseiller un adolescent insécurisé à propos de sa sexualité pourrait être assimilé à une «thérapie de conversion» et passible de poursuites légales. Bien entendu, il est important que chacun puisse à tout moment entamer une thérapie et l'interrompre à son gré.

Bâle-Ville n'est de loin pas le seul canton qui réclame l'interdiction des «thérapies de conversion» au niveau national: dans le canton de Zurich, une motion dans ce sens a été acceptée au Grand Conseil ce mois-ci, malgré l'opposition du PLR, de l'UDC et de l'UDF. Il serait pourtant bien plus judicieux que



Certaines thérapies seront-elles bientôt criminalisées?

des individus mal assurés dans leur identité sexuelle puissent continuer à être conseillés en toute transparence, sans être immédiatement confrontés à l'épouvantail d'une «thérapie de conversion» brandi devant eux.

Mais les ardents lobbyistes LGBTQ qui défendent cette idéologie au mépris de toute base scientifique n'en sont pas à une contradiction près: en effet, pourquoi faudrait-il, compte tenu de l'augmentation in-

cessante des primes, que les caisses-maladies payent les coûteuses opérations de changement de sexe, qui sont extrêmement invasives pour l'intégrité physique d'une personne, alors que les consultations professionnelles par des thérapeutes et des ministères pastoraux pour les individus en quête d'aide seraient interdites?

Le Conseil des États, lors de sa récente session d'automne, a donné un signal clair en refusant cette interdiction anticonstitutionnelle des «thérapies de conversion». Il appartient désormais à mes collègues du National d'emboîter le pas au Conseil des États et de refuser clairement cette initiative cantonale. ■

Andrea Geissbühler, ancienne conseillère nationale, présidente de l'Association Initiative de protection, Bäriswil (BE)

Suite de la page 1:

Pour Reigel, les enfants sont des «êtres sexuels» qui, prétend-elle, se stimulent dès la naissance. Les idéologues du sexe et les lobbyistes en Suisse et à l'étranger s'appuient sur cette idée pour justifier un «devoir d'éducation dès la naissance». Mais ce concept n'a aucun fondement scientifique et est complètement contraire au bon développement des enfants dans tous les autres domaines de leur évolution neuropsychique. Les notions de «droits sexuels», «santé sexuelle» et «sexualité infantile» sont de pures inventions qui relèvent de l'idéologie. Le docteur Régis Brunod, pédiopsychiatre et ancien expert judiciaire de Paris, met en garde: on essaie, avec de telles affirmations, de justifier de nombreux abus sexuels sur de jeunes enfants, notamment avec des arguments pseudo-scientifiques ou sous couvert de prévention. Le Dr. Brunod le déclare sans ambages: «L'absence de sexualité chez les enfants est le fondement de toute mesure de prévention contre la pédocriminalité.»

### «Théologie féministe» et idéologie du genre

Une question se pose: Comment se fait-il que c'est justement une paroisse réformée qui invite une telle militante radicale de la sexualisation précoce et qui lui offre une plateforme d'expression? L'explication pourrait bien être liée à la personne de la pasteur de Bürglen, Lea Wenger-Scherler. En janvier 2023, lors de l'émission dominicale «Wort zum Sonntag» de la RTS, diffusée à une heure de grande écoute, elle a donné une prédication totalement répugnante, affirmant: mais ce n'est pas si important de savoir si un enfant est «biologiquement un garçon ou une fille», ou «les deux», ou «aucun des deux». Il existe aussi les «non-binaires»,

selon cette pasteur mariée avec une femme et élevant avec elle un enfant. Elle admet elle-même que la «théologie féministe et l'écologie» lui tiennent «particulièrement à cœur». Visiblement, c'est exactement l'orientation idéologique qui lui a valu son engagement à la RTS: «Je pense qu'ils n'auraient pas pris une personne trop conservatrice», a-t-elle déclaré au «Bieler Tagblatt.»<sup>2</sup>

### Une sexualité débridée projetée sur les enfants

Reigel anime notamment un blog intitulé «Little Fellow», où elle invite les parents et les éducateurs à prononcer, dans le dialogant avec les enfants, des phrases comme celle-ci: «Je souhaite que tu expérimentes ton corps comme un merveilleux objet de désir.» Elle évoque aussi le fait de «jouer au docteur» et propage l'idée d'un «développement sexuel» dès la naissance. S'agissant de la sexualité dès la deuxième année de vie, elle écrit: «la masturbation infantile – même les enfants sont capables de provoquer une décharge orgasmique.» C'est, dit-elle, «ok et bon pour le développement sexuel». Reste que les déclarations de Reigel, dépourvues de base scientifique, sont très dangereuses car susceptibles de servir de justification aux milieux pédophiles pour des abus sexuels.

En poussant à «l'éveil sexuel dès le commencement, à la confection de clitoris ou de pénis en pâte à modeler par les enfants de première année d'école, à la mise en place d'«espaces de masturbation» dans les crèches et en voulant abolir la séparation des sexes, elle franchit très clairement des limites dont l'absence est destructrice pour la famille et le bon développement des enfants. Dommage que dans son idée du «commencement» ne figure pas «la Parole», mais une «sexualité débridée» qui est implacablement assénée aux tout-petits. ■

<sup>2</sup> Voir l'article dans «Initiative de protection – Actualités» no 43

## Appel aux dons:

**Soutenez l'Association Initiative de protection en faisant un don. Autrement, rien n'est possible!**

**IBAN: CH67 0900 0000 7080 8080 1**

**Téléphone pour les parents et autres personnes concernées qui souhaitent obtenir des conseils: 061 702 01 00**

**www.initiative-de-protection.ch, info@initiative-de-protection.ch**

Impressum:

**Initiative de protection – actualité** paraît chaque trimestre / **Abo:** CHF 10.–, pour les donateurs/trices de l'initiative inclus dans leurs dons / **Edition et rédaction:** Association Initiative de protection, case postale, 4142 Münchenstein, Tél. 061 702 01 00, info@initiative-de-protection.ch, www.initiative-de-protection.ch, **IBAN:** CH67 0900 0000 7080 8080 1 / © Association Initiative de protection / **Images:** iStock p. 1/4/5; le reste: m.à.d. / **Maquette:** WJP Werbeagentur, 4053 Bâle / **Impression:** Bruhin Spühler AG, Rütli.

Joyeux  
Noël!

